

C A N A D A

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

PROVINCE DE QUÉBEC
District de Montréal

No. R-3987-2016

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GAZ MÉTRO, société dûment constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1717, rue du Havre, en les ville et district de Montréal, province de Québec, H2K 2X3

(ci-après « Gaz Métro »),

AFFIDAVIT POUR ORDONNANCE DE CONFIDENTIALITÉ

(ART. 30 DE LA LOI SUR LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE ET ART. 33 DU RÈGLEMENT SUR LA PROCÉDURE DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE)

Je, soussigné, HUGO LEVERT, conseiller senior, Marché du carbone, faisant affaire au 1717, rue du Havre, en les ville et district de Montréal, province de Québec, H2K 2X3, affirme solennellement ce qui suit :

1. Je suis à l'emploi de Gaz Métro et j'ai une connaissance personnelle des faits pertinents à la demande d'ordonnance de confidentialité;
2. Gaz Métro est une entreprise qui œuvre dans le domaine de la vente et de la distribution du gaz naturel au Québec;
3. Dans le cadre du présent dossier, Gaz Métro dépose sous pli confidentiel les informations contenues à la section 2.1 et à la section 5 de la pièce Gaz Métro-8, Document 1;
4. Les informations contenues à la section 2.1 de la pièce Gaz Métro-8, Document 1 font état de suivis que la Régie a requis de Gaz Métro par l'intermédiaire du paragraphe 218 qu'elle a caviardé dans sa décision D-2014-171;
5. Ainsi, puisque ces suivis ont été formulés par la Régie dans un paragraphe caviardé de la décision D-2014-171, Gaz Métro dépose les références à ces suivis contenues à la section 2.1 de la pièce Gaz Métro-8, Document 1 sous pli confidentiel;
6. Compte tenu de ce qui précède, Gaz Métro est justifiée de demander à la Régie d'ordonner la confidentialité des informations contenues à la section 2.1 de la pièce Gaz Métro-8, Document 1 pour une durée indéterminée;
7. La section 5 de la pièce Gaz Métro-8, Document 1 contient des renseignements de nature stratégique et confidentielle, soit les détails des stratégies de couverture des émissions de gaz à effet de serre pour les périodes de conformité 2015 à 2017, 2018 à 2020 et 2021 à 2023;

8. La divulgation publique de ces renseignements contenus à la section 5 de la pièce Gaz Métro-8, Document 1 pourrait porter gravement atteinte aux futures négociations de Gaz Métro (dans le cadre de transactions de gré à gré) ou aux actions posées par cette dernière (notamment dans le cadre de ventes aux enchères) en permettant à d'autres acteurs susceptibles d'intervenir dans le cadre du SPEDE d'ajuster leur positionnement en conséquence, et donc, de causer un préjudice commercial à Gaz Métro, et ce, au détriment de l'ensemble de sa clientèle;
9. De plus, la divulgation publique des renseignements contenus à la section 5 de la pièce Gaz Métro-8, Document 1 serait contraire aux exigences prévues au premier alinéa de l'article 51 du *Règlement concernant le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre*, lequel ne précise aucun délai à l'échéance duquel la divulgation serait permise;
10. Compte tenu de ce qui précède, Gaz Métro est justifiée de demander à la Régie d'ordonner la confidentialité des informations contenues à la section 5 de la pièce Gaz Métro-8, Document 1 pour une durée indéterminée;
11. Tous les faits allégués au présent affidavit sont vrais.

ET J'AI SIGNÉ:

(s) Hugo Levert

HUGO LEVERT

DÉCLARÉ solennellement devant moi,
À MONTRÉAL, ce 1^{er} jour de mars 2017

(s) Mélanie Beauvais, 181625

Commissaire à l'assermentation pour tous les districts
judiciaires du Québec